

Hauts-de-France, Pas-de-Calais
Bapaume
1 rue Jean-Baptiste-Lequette

Ancienne école Lawrence, puis musée d'histoire de la ville de Bapaume

Références du dossier

Numéro de dossier : IA62005170

Date de l'enquête initiale : 2018

Date(s) de rédaction : 2019

Cadre de l'étude : patrimoine de la Reconstruction , enquête thématique régionale La première Reconstruction

Degré d'étude : étudié

Désignation

Dénomination : école maternelle

Appellation : Ecole Lawrence

Destinations successives : école maternelle, école primaire, musée

Parties constituantes non étudiées : cour

Compléments de localisation

Milieu d'implantation : en ville

Références cadastrales : 2017, 000 AB 01, 215

Historique

Initialement imaginé pour être une crèche, le bâtiment est construit avec un don personnel de riches industriels de Sheffield, M. et Mme Lawrence, qui avaient perdu un membre de leur famille dans la région. Le don se montait à 88 500 francs (*Archéo* n° 67). Une plaque de marbre a été posée au milieu de la façade le jour de l'inauguration de la crèche pour garder la mémoire de cette fondation. Aucun dommage de guerre n'a été affecté à sa réalisation. Les frais de fonctionnement devaient être couverts (au moins en partie) par les loyers modiques demandés aux locataires des Maisons Sheffield.

Elle est bâtie sur un terrain appartenant à l'hospice de Bapaume et occupé précédemment par le presbytère. L'architecte n'est pas connu et aucune archive n'a été trouvée pouvant documenter la construction de cette école.

L'affectation du bâtiment change en 1946, soit à peine sept ans après son achèvement (*Archéo* n° 67) pour devenir une école primaire avec le logement de l'instituteur à l'étage, ce qui correspond davantage aux besoins de la commune.

Entre 1955 et 1965 (vues aériennes IGN), la surface est augmentée par la création de salles à l'arrière du bâtiment et la construction d'une verrière (aujourd'hui disparue). Ces travaux sont financés par la ville. Ils modifient la distribution intérieure du bâtiment, mais pas l'élévation de la façade de l'école primitive.

L'école a fonctionné jusqu'en 1979.

Le bâtiment abrite aujourd'hui le musée d'histoire locale pour lequel un projet de réaménagement dans les salles du rez-de-chaussée est en cours.

Période(s) principale(s) : 2e quart 20e siècle

Dates : 1939 (daté par travaux historiques)

Description

L'école est édifiée dans la rue Jean-Baptiste-Lequette, sur une parcelle restée non-bâtie à la fin de la reconstruction. La parcelle traversante et tout en longueur débouche sur la rue de l'Amiral Payen où elle est clôturée par un haut mur qui masque la vue sur l'arrière de la parcelle. Côté rue Jean-Baptiste-Lequette, elle est alignée à front de rue comme les autres bâtiments qui bordent ce côté de la rue.

La construction en rez-de-chaussée surélevé et un étage carré est principalement en briques. Le ciment est utilisé pour les soubassements du premier niveau, ainsi que pour les appuis et linteaux des baies du second niveau.

Elle se différencie des autres constructions de la rue : si le mur gouttereau est en façade la toiture est ici légèrement débordante. Bien qu'à longs pans, elle montre une très faible pente sans aucune lucarne. Elle est couverte en tuiles mécaniques.

L'école présente une façade harmonique où la différence des fonctions entre les deux niveaux est parfaitement lisible. Les baies du second niveau sont petites et rectangulaires. Elles sont à la fois positionnées de manière symétrique par rapport à l'axe central de la façade et sur l'axe central des baies du premier niveau. Ces dernières, beaucoup plus grandes, sont terminées par un linteau en arc surbaissé, ce qui confère à la façade une certaine douceur.

La façade ne porte pas de décors, mais de nombreux détails montrent l'attention portée à la construction : le premier plein de travée est décoré d'un motif de faux moellons en meulière ; les appuis des baies, leurs linteaux et les trumeaux entre les baies du premier niveau sont décorés d'un motif de pierre de taille ; le mur alterne des lits de briques posées en boutisse et paneresses ; les quatre rangs de briques qui forment les arcs au dessus des grandes baies du premier niveau forment un léger relief par rapport au droit du mur et sont posées à chant ; entre chaque fenêtre du second niveau, le mur est décoré de damiers de briques étroites, posées alternativement horizontalement et verticalement par groupe de quatre, motif que l'on retrouve sous l'avancée du toit...

Deux décors portés sont visibles sur la façade. Le nom de l'école est porté au dessus de la porte d'entrée.

La comparaison avec les photographies anciennes montre que la façade de l'école n'a pas été modifiée.

Eléments descriptifs

Matériau(x) du gros-oeuvre, mise en oeuvre et revêtement : béton ; brique

Matériau(x) de couverture : tuile mécanique

Étage(s) ou vaisseau(x) : 1 étage carré

Couvrements :

Élévations extérieures : élévation ordonnancée sans travées

Type(s) de couverture : toit à longs pans

Escaliers : escalier dans-oeuvre : escalier tournant à retours avec jour

Décor

Techniques : sculpture

Représentations : main

Précision sur les représentations :

Deux décors portés sont visibles sur la façade :

- une plaque de marbre fixée au milieu de la façade montre deux mains affrontées enlacées en bas relief, accompagnées de la phrase "Toujours amis - Toujours unis - Sheffield Bapaume - 9 juillet 1939"

- une à côté de la porte d'entrée portant un texte rappelant le rôle des donateurs : "Cet immeuble a été édifié et meublé grâce à la générosité de M. et Mme Lawrence et à la générosité d'autres habitants de Sheffield". Aucune date n'y figure.

Références documentaires

Documents figurés

- [Bapaume. Rue Jean-Baptiste-Lequette]. Carte postale, vers 1930 (coll. part.). École Lawrence au premier plan.

Bibliographie

- DÉGARDIN, Gaston. **Rues et monuments de Bapaume**. Arras : Presses de l'imprimerie centrale de l'Artois, 1945.
- *Archéo - bulletin de la société archéologique et historique de Bapaume et sa région*. n° 78, octobre 2005 n° 67, janvier 1998, p. 10 à 14.

Annexe 1

La place des adoptions et des parrainages dans la reconstruction du Pas-de-Calais

Qu'est-ce qu'un parrainage ?

Aucune définition ne précise la distinction entre dons et parrainages. Il semble cependant que le terme parrainage soit générique, tandis que celui d'adoption est réservé à des décisions validées par une municipalité et concerne de plus gros montants dédiés spécifiquement à la reconstruction. Ainsi le rapport du préfet de 1927 sur l'état de la reconstruction dans le Pas-de-Calais liste les nombreux parrainages, mais précise que seules 30 communes du Pas-de-Calais ont été adoptées... Cependant, lorsque le maire de Bapaume, adoptée par la ville de Sheffield, parle de cette dernière, il emploie le mot "marraine"...

Les parrainages sont assez fréquents après-guerre. Ainsi que l'indique ce même rapport : "(...) la conscience humaine se révolta devant ce désastre sans précédent. De toute part affluèrent des concours spontanés (...)". Ainsi, en 1927, le Pas-de-Calais a reçu 6,675 millions de francs d'aides étrangères, sans compter les aides en nature et les aides spécifiques pour la réédification des églises, ce qui représente 0,04% des sommes utilisées pour la reconstruction (*La grande reconstruction, reconstruire le Pas de Calais après la Grande Guerre*, p. 103 à 111). Les aides étrangères (principalement celles anglaises et hollandaise) représentent à elles seules 50% des sommes reçues par les communes du département.

On compte 73 parrainages pour l'arrondissement de Béthune et 175 pour celui d'Arras. Parmi ceux-ci : 113 sont le fait d'une commune ou d'un département français ; 40 associent commune ou département français à un pays ou une ville étrangère ; seuls 20 sont le fait exclusifs d'étrangers (dont 99% sont des anglais et 1% d'australien). Bapaume fait donc partie des rares communes qui ont bénéficié uniquement d'un parrainage étranger.

Les différents types de parrainages

Les dons en nature doivent permettre la réinstallation rapide des sinistrés : vêtements, charbon, livres et matériel scolaire, arbres fruitiers, graines, animaux de ferme, meubles, literie, outils de jardinage, vélos, matériel scolaire, ou encore maisons provisoires ! Les États-Unis, dès 1917, apportent leur aide à la population, en fournissant du matériel, mais aussi des infirmières, ou en construisant des lieux polyvalents où sont associés aussi bien une bibliothèque qu'une salle de soin, une garderie pour les enfants ou même un cinéma. C'est le cas à Liévin ou à Sallaumines.

Les dons en argent ont été moins fréquents dans le Nord de la France que dans l'Est. Ils viennent de particuliers, de communes et de départements français épargnés par le conflit, des colonies (en particulier l'Algérie) et de villes ou de pays étrangers (en particulier anglo-saxons, qui privilégient les communes du territoire où des soldats de leur nation se sont battus ou sont morts). Chaque commune peut utiliser les dons en argent comme bon lui semble, mais une circulaire du ministre des régions libérées de mai 1921 précise cependant qu'ils doivent servir à la reconstruction d'un équipement public et qu'ils ne peuvent être redistribués. Certains dons ont été fléchés par leurs donateurs : ainsi, 90% des dons en argent des Américains ont été spécifiquement destinés à la reconstruction des églises et à la reconstitution de leur mobilier.

Les montants vont de quelques dizaines de francs à plus de 750 000 francs (don de Newcastle à Arras). Ce sont généralement des dons ponctuels. On n'en compte qu'un seul reconductible sur une longue période : la ville Saint Louis du Sénégal s'engage à donner tous les ans pendant 10 ans la somme de 2 500 francs à la commune d'Athies. 80% des dons sont inférieurs à 1 000 francs. La commune Bapaume avec une aide de 210 000 se situe donc dans la fourchette haute (voire très haute). À titre de comparaison : Bristol adopte Béthune et verse 470 000 francs pour la construction de 16 maisons ouvrières (achevées en 1923).

Le mouvement des adoptions atteint son plus haut niveau entre juillet et septembre 1920.

Comment se « rencontrent » les villes sinistrées et leurs marraines anglaises ?

En 1916, dès avant la fin du conflit, se constitue un comité France - Grande Bretagne, présidé en France par le président Deschanel puis par le sénateur du Pas-de-Calais Charles Jonnart, et en Angleterre par le Comte de Derby, avec pour objectif de "sceller dans tous les domaines l'amitié des deux plus anciennes nations d'Europe pour la sauvegarde de la paix et de la civilisation".

En 1918, en Angleterre, à l'initiative de l'éditeur du Morning Post, est créée The British League of Help. Elle regroupe des hommes politiques influents, des industriels, des représentants de la noblesse. Elle organise des tournées dans les villes industrielles anglaises en présentant les dégâts subis par les communes des sinistrées et leurs besoins... afin de provoquer des dons. Elle organise aussi des voyages en France pour que les élus et les notables des futures communes marraines puissent "choisir" leur(s) filleule(s).

En effet, l'Angleterre, outre la commisération pour la détresse des populations qui ont tout perdu, montre un attachement particulier à une terre où beaucoup d'Anglais sont morts et enterrés. Il existe ainsi entre les communes françaises sinistrées et leurs marraines anglaises "une sorte de contrat tacite qu'a admirablement résumé le maire de Liverpool [qui a adopté la commune de Givenchy en novembre 1921] : "Vous veillez nos morts, nous aiderons vos

survivants" (rapport de la préfecture en 1927). C'est également ce qui motive le don de particuliers qui donnent à la commune où leur proche est tombé.

Dans le même temps, de nombreux maires publient dans la presse des appels aux dons. Ainsi, le maire de Bapaume fait-il paraître en le 3 février 1919 dans le journal *Le Petit Parisien* un article intitulé "Pour Bapaume - le maire de la vaillante cité cherche une marraine pour sa ville natale détruite par les allemands" (cité par Dégardin, *La vie quotidienne à Bapaume pendant la première guerre mondiale*). Ces appels sont relayés auprès de la British League of Help.

Les villes anglaises financent leur parrainage en prélevant sur les finances municipales ou en organisant des souscriptions publiques.

Le maire de la commune intéressée peut ensuite venir visiter la commune sinistrée, et établir à cette occasion la liste des besoins, en nature ou en argent. Quelquefois, les dons sont faits sans qu'aucune visite dans la commune sinistrée ait eu lieu, pas plus qu'un échange avec les municipalités sur le terrain pour connaître leurs attentes. Les dons en nature répondent alors moins aux nécessités du terrain et les dons en argent sont souvent moins importants. Les parrainages qui se sont construits sur de véritables collaborations ont en revanche donné lieu à des réalisations plus pérennes. Ainsi en est-il à Béthune ou à Bapaume : en 1921, après échanges entre la ville de Bapaume et celle de Sheffield, il est décidé que la meilleure manière d'utiliser le don est la construction d'un ensemble de maisons ouvrières, qui seront édifiées sur un terrain donné par la commune. Bâties entre 1927 et 1929, ces maisons prennent le nom de Cité Sheffield. A Béthune, la ville de Bristol finance la construction de 16 maisons ouvrières (détruites en 1968).

Il semble que les villes très sinistrées aient peu bénéficié de parrainages anglais, l'ampleur des reconstructions à mener ayant sans doute été décourageant. Il était aussi visiblement été plus gratifiant d'aider à relever des monuments historiques que de l'architecture vernaculaire : Arras est la ville qui a reçu le plus de subsides britanniques.

Le cas particulier de l'aide hollandaise

La Hollande est le seul pays dont le gouvernement s'engage au nom de la nation. Elle finance pour 1,360 millions de francs la construction, à Lens et à Liévin, de deux cités réservées au relogement des sinistrés avec leurs équipements publics (école, salle des fêtes, bains-douches, commerces). Elle envoie sur place ses ingénieurs, ses architectes et une partie des matériaux nécessaires à la construction, le reste étant récupéré sur place. Mais les maisons construites en bois ne disposent ni d'eau courante ni d'électricité, sont mal isolées et se dégradent vite. Elles seront détruites avant la seconde guerre mondiale.

Annexe 2

Les parrainages de la ville de Sheffield à Bapaume

Bapaume fait partie des 11% de communes qui ont bénéficié uniquement d'un parrainage étranger (sans parrainage français). Avec une aide de 210 000 francs, la commune se situe donc dans la fourchette haute (voire très haute) des parrainages. En effet, 80% des dons sont inférieurs à 1 000 francs.

Comment se « rencontrent » Bapaume et Sheffield ?

En 1918, en Angleterre, à l'initiative de l'éditeur du *Morning Post*, est créée The British League of Help qui regroupe des hommes politiques influents, des industriels, des représentants de la noblesse. Cette association organise des tournées dans les villes industrielles anglaises en présentant les dégâts subis par les communes sinistrées et leurs besoins... afin de provoquer des dons. Elle organise aussi des voyages en France pour que les élus et les notables des futures communes marraines puissent « choisir » leur(s) filleule(s).

Dans le même temps, de nombreux maires publient dans la presse des appels aux dons. Ainsi, le maire de Bapaume fait-il paraître en le 3 février 1919 dans le journal *Le Petit Parisien* un article intitulé "Pour Bapaume - le maire de la vaillante cité cherche une marraine pour sa ville natale détruite par les Allemands" (cité par Dégardin, *La vie quotidienne à Bapaume pendant la première guerre mondiale*).

Cet appel est relayé auprès de la British League of Help par Jonnart. C'est la ville de Sheffield, cité industrielle du nord de l'Angleterre (près de Liverpool) qui choisit Bapaume. L'adoption est votée par le conseil municipal de Sheffield le 14 juillet 1920. Le maire de Sheffield, accompagné de son frère membre de la Chambre des Communes, vient visiter Bapaume le 25 juillet 1920. Jonnart conseille à la municipalité bapalmoise de "recevoir ces visiteurs avec le plus grand empressement, et [de] leur offrir un déjeuner simple mais suffisamment confortable" (*La grande reconstruction, reconstruire le Pas de Calais après la Grande Guerre*, p. 107). Ce parrainage peut paraître surprenant, car la plupart des parrainages anglais sont destinés à des lieux où sont morts des compatriotes. Or, si la ville a vu passer de nombreuses troupes anglaises, aucun combat d'importance impliquant des britanniques n'y a eu lieu.

A la suite de cette visite a lieu un premier envoi de "première nécessité", constitué de dons en nature : vêtements, meubles, charbon... Sheffield a également prévu de faire un important don en argent (210 000 francs). En 1921, après échanges entre la ville de Bapaume et celle de Sheffield, il est décidé que la meilleure manière d'utiliser ce don est la construction d'un ensemble de maisons ouvrières, qui seront édifiées sur un terrain donné par la commune. Ceci est aussi surprenant, car la quasi-totalité des dons sont accordés sans que soit précisée leur utilisation.

Ainsi, la revue *Le monde illustré* de juin 1922 (AD Pas de Calais, BHD 101/31, p. 64 et 65), le journaliste peut-il dire : "Ce qu'il manquait à Bapaume, c'était une marraine généreuse. Grâce à l'obligeance et la puissante intervention des ambassadeurs Jonnart et Crozier, la grande cité industrielle de Sheffield est devenue la marraine de la petite ville de Bapaume. D'importantes sommes sont déjà versées. Le maire et ses collaborateurs du comité bapalmois de Sheffield, ont pensé que par l'achat de dommages de guerres, ils pourraient quadrupler la valeur des dons. C'est chose faite, ce qui permettra la construction de nombreuses maisons ouvrières, véritables cottages anglais, formant une minuscule cité de Sheffield dans Bapaume. Le revenu annuel de ces immeubles servira à l'entretien d'une pouponnière avec Goutte de lait."

Bâties entre 1927 et 1929, les maisons construites grâce au parrainage anglais prennent le nom de Cité Sheffield. Sheffield a également accordé de petites subventions en argent aux deux communes de Serre-les-Puisieux et Puisieux, à côté de Bapaume (10 000 francs), où le Sheffield City Battalion a été engagé en mars 1916.

Dans une seconde étape plus tardive, Mme Lawrence, veuve d'un riche industriel de Sheffield, est intervenue à titre individuel en finançant la construction d'une crèche (achevée en 1939), et son équipement. Dégardin, dans *Rues et monuments de Bapaume*, raconte que les 25 chaises fournies à la crèche portaient chacune le nom d'un soldat de Sheffield mort près de Bapaume.

Illustrations



Rue Jean-Baptiste-Lequette
avec l'école Lawrence au
premier plan. Edition Cim. Carte
postale, vers 1940 (coll. part.).
Phot. Thibaut Pierre (reproduction)
IVR32_20206200024NUCAB



Vue générale.
Phot. Hubert Bouvet
IVR32_20196200926NUC4A

Dossiers liés

Dossiers de synthèse :

Les équipements publics de la reconstruction après la première guerre mondiale (IA99000029)

Oeuvre(s) contenue(s) :

Oeuvre(s) en rapport :

La ville de Bapaume (IA62005136) Hauts-de-France, Pas-de-Calais, Bapaume

Auteur(s) du dossier : Karine Girard

Copyright(s) : (c) Région Hauts-de-France - Inventaire général



Rue Jean-Baptiste-Lequette avec l'école Lawrence au premier plan. Edition Cim. Carte postale, vers 1940 (coll. part.).

IVR32_20206200024NUCAB

Auteur de l'illustration : Thibaut Pierre (reproduction)

Date de prise de vue : 2019

(c) Région Hauts-de-France - Inventaire général

reproduction soumise à autorisation du titulaire des droits d'exploitation



Vue générale.

IVR32_20196200926NUC4A

Auteur de l'illustration : Hubert Bouvet

Date de prise de vue : 2019

(c) Région Hauts-de-France - Inventaire général

reproduction soumise à autorisation du titulaire des droits d'exploitation